

Urgence sanitaire

Urgence sociale

Urgence du 100% Sécu



La crise sanitaire qui frappe actuellement le monde montre l'importance d'un système de santé de qualité, accessible à tous, solidaire et universel. Longtemps reconnue comme ayant un des systèmes de soin les plus performants au monde et une des protections sociales les plus abouties la crise du Covid a révélé ses limites et la France, a fait face à une réalité autrement plus dégradée. Des hôpitaux sans matériel, sans masque, saturés et dont les personnels sont essorés.

Des EHPAD abandonnés, sans moyens, livrés à la seule logique de la rentabilité.

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? C'est la question que chacun a pu se poser. Nous en sommes à ce degré de vacuité parce que les gouvernements successifs ont décidé d'en finir avec notre sécurité sociale.

Le gouvernement Macron a même pour mission de détricoter les derniers filets de sécurité de notre protection sociale.

Alors plus que jamais nous revendiquons et nous exigeons l'instauration d'un véritable 100 % Sécu !!

Tout d'abord un rappel des fondements sur lesquels nous nous appuyons.

Unicité : C'est une institution unique qui doit couvrir l'ensemble des risques sociaux, que sont maladie, vieillesse, perte d'emploi, décès, invalidité, accidents du travail, perte d'autonomie ...

Universalité : La couverture doit être étendue à toutes et tous.

Solidarité : Solidarité intergénérationnelle, solidarité bien-portants / malades ou en perte d'autonomie, financée par les richesses créées par le travail.

Démocratie : La gestion doit être l'œuvre des assurés eux-mêmes.

Pourquoi ils veulent supprimer la sécu

La rhétorique du « trou de la sécu » sert depuis des années à renforcer la place des complémentaires : au nom de la « maîtrise » de la dépense et du jamais démontré «abus» des individus, l'État demande aux gens de payer de leur poche une partie des frais de santé. L'État « dérembourse » et vous pousse vers des contrats de santé privés.

Évidemment en faisant payer les assurés cela réduit leur accès aux soins. En 2019, 4 français sur 10 déclaraient dans un sondage BVA, avoir déjà reportés ou renoncés à des soins.

Pour lutter contre les effets néfastes de sa propre politique tarifaire l'État a mis en place progressivement des dispositifs de types filets de sécurité :

La Protection universelle maladie (PUMA) ainsi que la Complémentaire Santé Solidaire qui remplace la CMUC et l'ACS.

Ces dispositifs posent néanmoins problèmes : beaucoup de personnes qui en ont droit ne les demandent pas, ils démultiplient la bureaucratie sanitaire, ils délitent le pacte social (les personnes à 1€ au-dessus des seuils n'ont le droit à rien).

Et il en va de même pour la retraite, l'assurance chômage, les droits familiaux...sans cesse rabotés et remis en cause.

Comment nous allons reconquérir la sécu

Il nous faut rétablir, dans les faits et dans les esprits, les principes d'une Sécurité sociale financée par le salaire socialisé qui mettra fin aux exonérations de cotisations sociales. Ces exonérations, non seulement, n'apportent strictement rien sur le plan de la création d'emplois, mais ne sont que la partie inavouable des cadeaux, toujours plus importants, offerts à un patronat avide de profits.

Il nous faut un véritable changement de logiciel pour contrôler le coût des médicaments et revoir les tarifs conventionnels en intégrant les complémentaires santé dans la Sécurité Sociale. En effet les coûts de gestions de la Sécu sont bien moindres et sa philosophie est plus égalitaire.

La France a largement les moyens de mener une politique plus ambitieuse de protection sociale, financée à 100 % par la Sécurité sociale. Il s'agit là d'un véritable choix de société qui passe aussi par une autre politique en matière d'emploi et de salaires, qui s'oppose de fait à la financiarisation de l'économie.

« La Sécurité sociale est la seule création de richesse sans capital. La seule qui ne va pas dans la poche des actionnaires mais est directement investie pour le bien-être de nos citoyens. Faire appel au budget des contribuables pour la financer serait subordonner l'efficacité de la politique sociale à des considérations purement financières. Ce que nous refusons. ».

Ambroise CROIZAT.

Le 17 septembre, toutes et tous en grève et manifestation pour la défense et l'amélioration de notre système de protection sociale, c'est VITAL et URGENT.